



Numéro 649 du Vendredi 29 Avril au Jeudi 5 Mai 2005

## Indécent !

Evincé début février pour son manque de résultats, l'ancien PDG du groupe Carrefour est parti avec l'assurance d'un complément de retraite d'un montant maximal de 29 millions d'euros ainsi qu'une indemnité d'un montant de trois ans de salaire soit 9,8 millions d'euros. Le total (38,8 millions d'euros) représente 2514 années de Smic.

L'indignation est d'autant plus grande que la plupart des employés de cette enseigne sont des femmes à temps partiel imposé n'ayant pour vivre qu'à peine plus que le seuil de pauvreté en France, soit 700 euros par mois. Ceci dit, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'indécence des indemnités de départ de certains grands patrons alimente la chronique des scandales, mais cette fois, on espère que le tollé suscité par cette affaire se concrétise par une rapide mesure législative. Ce scandale met de nouveau en lumière l'existence de deux mondes totalement opposés : celui dans lequel on se partage beaucoup à très peu, le monde du capital des gros actionnaires et puis l'autre, celui de l'immense majorité des citoyens qui se serre toujours un peu plus la ceinture et qui s'appauvrit. L'INSEE a recensé 3,5 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Pour « éradiquer la pauvreté d'ici 2020 », un rapport préconisant une série de mesures a été remis au gouvernement par le président d'Emmaüs. Ce rapport est traversé par des orientations dont le modèle social s'inspire de ce qu'a fait Tony Blair en Grande-Bretagne.

Pour ne prendre qu'un exemple et pas des moindres, une de ces mesures préconise la création du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui intégrant les revenus du travail et ceux de la solidarité (le RMI, l'ASS, l'API) seraient fondus dans cette nouvelle prestation. L'objectif de ce RSA vise à sortir les hommes et les femmes sans travail de l'assistanat et à inciter à une reprise d'activité à partir du principe que le retour au travail ne doit pas se traduire par une perte d'argent.

Ce rapport n'a pas d'autre ambition que de maintenir la logique de l'économie capitaliste car il ne parle pas de retour à l'emploi mais de retour à une activité aussi modeste soit elle. En gros, il faudra que les chômeurs acceptent n'importe quoi. Une main d'œuvre au rabais pour le patronat !

Lutter efficacement contre la pauvreté exige la suppression des contrats précaires, la création d'emplois stables, bien rémunérés, d'empêcher les délocalisations, obliger les entreprises à réinvestir dans la production, la formation.

Le 29 mai, sera une étape importante pour exiger de véritables réformes pour combattre la pauvreté.

**Marie-Serge Opigez**